

Montreuil, le 20 avril 2026

Note d'intention

Le congrès de notre fédération s'ouvre avec la participation de 290 délégués venue de toute la France. Il s'agit d'un moment démocratique privilégié. Le congrès des syndicats de notre champ d'activité qui vont débattre des enjeux et décider des orientations pour le mandat à venir. A l'issue de ce congrès un nouveau secrétaire général sera élu.

Le choix du lieu n'est pas un hasard, l'île de France concentre 80 % de la masse salariale des grands groupes. Il s'agit d'un enjeu majeur en termes d'implantation, d'élection professionnelle, de syndicalisation et donc de rapport de force.

Ce congrès s'ouvre dans un contexte où la crise économique, sociale, environnementale et démocratique que nous traversons illustre avec force la faillite du capitalisme mondialisé. L'extrême droite autoritaire et fascisante impose son agenda partout, le danger qu'elle représente pour les travailleurs, travailleuses et les peuples est absolu.

Si le capitalisme distribue la misère, concentre les richesses entre quelque mains, ruine la nature et porte en lui la guerre comme la nué porte l'orage pour reprendre une célèbre citation de Jean JAURES, les lueurs d'espoirs invisibles et inaudibles dans les médias, sont présentent sur le plan international.

Tel les huit millions de personnes qui ont défilés aux Etats Unis et à travers le monde pour une manifestation « no Kings » marqué par le rejet de la politique migratoire et économique de Donald TRUMP et de la guerre en IRAN.

L'Espagne qui ferme son espace aérien aux forces américaines engagées dans la guerre au moyen orient.

Les italiens qui ont massivement désavoué l'extrême droite de Georgia MELONIE sur son référendum sur l'indépendance de la justice et la désignation des magistrats, et défendu un pilier de l'Etat de droit par leur sursaut démocratique.

Plus que jamais, la responsabilité du syndicalisme est de proposer des alternatives à ce système qui détruit les solidarités, de redonner du sens politique pour gagner sur nos exigences sociales.

Concrètement, et pour illustrer la gravité de la situation sociale. Selon le classement annuel des personnes les plus riches du monde, la planète compte désormais 3 428 milliardaires soit 400 de plus qu'en 2025. Le boom du marché boursier dopé par l'IA a fait bondir des fortunes vers des niveaux jusque-là inimaginable.

Si on prend un seuil de 6.85 \$ par jour, environ 3,5 milliards de personnes sont considérées comme pauvre. Cela représente environ 44 % de la population mondiale.

A cela s'ajoute la crise environnementale, car la pollution touche tous les milieux que se soit l'air, l'eau et le sol. En France la pollution tuerait 40 000 personnes par an.

Un exemple marquant est l'immense zone de déchet plastique dans l'océan on parle même d'un continent pour qualifier cet amas de plastic flottant.

Alors que les inégalités environnementales renforcent les inégalités sociales, les gouvernements préfèrent protéger les profits des multinationales plutôt que les travailleurs et les travailleuses, les territoires et les générations futures.

La santé des travailleurs est la sentinelle de la santé environnementale.

Pour La CGT, il est plus que jamais nécessaire de construire une véritable transition écologique fondé sur la justice sociale, l'investissement public et la reconversion des emplois.

Le monde est le théâtre de pas moins de 61 conflits armés ce qui est un records depuis 1946.

En exergue, la domination exercée par les Etats Unis sur les situations conflictuelles reste très préoccupante ainsi que les injonctions à se ranger derrière la politique étrangère américaine et notamment le non-respect du droit international.

Les chiffres parlent d'eux même 1 % de la dépense publique supplémentaire dans les services publics engendre près de 10 % d'investissements privés, mais dans le secteur militaire il est autour de 2 %. C'est pourquoi nous appelons à une réorientation massive des crédits publics en priorisant la santé, l'éducation, le logement social et le transport.

La défense de la démocratie face au coup d'Etat des milliardaires face à l'accroissement des inégalités, face à la répression policière et militaire, face aux menaces que la catastrophe climatique fait peser sur l'humanité, face à tout ce qui menace la santé et la sécurité des travailleurs. Le renoncement aux armements atomiques à la réorientation des budgets militaires vers la réponse aux besoins sociaux.

Nos propositions revendicatives se résument en quelques grands principes : Liberté, bien-être, solidarité et sur le constat qu'il n'y a pas de justice sociale sans paix durable.

Notre rôle est bien de remettre sur le devant de la scène la situation sociale et les revendications des salariés, d'ouvrir des perspectives et de redonner confiance dans l'action collective avec La CGT pour gagner des avancées concrètes.

Et notre fédération, la Fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunication avec plus de cent ans d'existence crée en 1909, implantée dans 278 entreprises, 92 dans les activités postales et 186 dans les activités télécom riche de 28 000 syndiqués organisés dans 106 syndicats, doit y prendre toute sa place

Pour la CGT FAPT la démocratie a un lien direct avec le droit à la communication qu'elle considère comme fondamental pour l'ensemble des citoyens au même titre que l'eau, l'énergie, le logement, l'éducation, les transports...



En effet, les produits, services et moyens de communications, tant postaux que des télécommunications représentent un enjeu essentiel de développement économique, industriel, social et culturel pour le plein emploi et le progrès social.

La communication, qu'elles qu'en soient les formes est un facteur important d'échanges, de connaissances et de démocratie. La satisfaction des besoins en la matière est donc primordiale. La communication doit cesser d'être considérée comme une marchandise.

Le champ des activités postales et de télécommunication fait partie de la vie de chaque citoyen et de la société toute entière. Ces activités de par leur rôle central dans ce qui fait société ont participé aux bouleversements de la société elle-même.

A la fin des années 80, la séparation des postes télécom est opérée, à partir de là s'en est fini avec l'approche globale de la communication et du droit qui en découlait avec les évolutions technologiques s'inscrivant dans une approche en synergie.

En 2010 sonne la fin du service public régalien de La Poste existant depuis quatre siècles. Pour La CGT FAPT, le secteur des activités postales et de télécommunication représente un enjeu stratégique et déterminant de développement économique, industriel et social constitutif d'un développement environnemental et humain durable.

Un service public moderne capable de répondre à des besoins nouveaux en tissant des liens entre les différents acteurs locaux, capable de promouvoir l'accès au pluralisme démocratique de l'information politique et générale, de lutter contre l'illettrisme, de participer à la construction d'un numérique vert, socialement responsable et protecteur, un cloud souverain, de la mission d'accessibilité bancaire à la création d'un pôle public financier contribuant au développement humain durable, parmi lesquels celui du financement de la recherche pour un défi majeur de l'enjeu environnemental.

Ou encore, la mission d'aménagement du territoire enjeu de cohésion sociale, de développement solidaire pour empêcher toute exclusion.

Bien loin de la réalité du contexte national, puisque depuis des années la politique appliquée par les gouvernements successifs au chevet du patronat n'a de cesse que la destruction du programme du conseil national de la résistance.

Aujourd'hui, le patronat bloque les augmentations de salaire et entend encore obtenir une nouvelle casse du droit du travail via la négociation sur les CDD.

Avec une augmentation exponentielle des prix du gaz et du pétrole, un choc énergétique plus rapide que la guerre, l'agence internationale de l'énergie estime que le monde pourrait connaître une menace majeure sur l'économie mondiale.

Aujourd'hui les conséquences pour les salariés sont immédiates alors que les profits des grands groupes pétroliers représentent au total 200 milliards de dollars en 2025.



38^{ème} Congrès Fédéral



Conférence de presse/ Note d'Intention

La solution consiste en l'augmentation générale des salaires ainsi que la taxation des profits pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures avec un véritable plan de transition énergétique.

Dans notre secteur d'activité, quand pour des milliers de salariés, les besoins les plus élémentaires : se nourrir, se loger, se déplacer, deviennent parfois inaccessible, les grands groupes affichent des résultats florissants. 44 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2024 et des milliards versés aux actionnaires à Orange, 34 milliards d'euros de chiffre d'affaire à La Poste, plusieurs milliards de bénéfices à ALTICE /SFR malgré une politique brutale de réduction des coûts, 56 milliards de chiffre d'affaire à Bouygues télécom.

L'argent doit aller aux salaires, aux services publics, aux transports collectifs, à la transition énergétique pas aux dividendes.

Sur la question de la casse sociale, notre secteur s'activité n'est pas épargné, la santé et la sécurité au travail est un enjeu majeur du fait de l'intensification du travail et de son corolaire d'augmentation des arrêts de maladies, départs anticipés, épuisements professionnels et sentiments d'injustice ou de déconsidération.

Il est urgent de reconstruire les espaces de débat sur le sens et la finalité du travail avec l'ensemble des salariés. Replacer l'humain au centre, adapter le travail à l'homme et non l'inverse. Défendre la dignité au travail et construire des conditions d'activité émancipatrices plutôt qu'aliénantes. Les travailleurs doivent être acteur de la prévention de leurs travaux car ils en sont les seuls experts, à l'inverse des employeurs du public et du privé qui renvoient les difficultés individuelles à des dispositifs d'accompagnement plutôt que d'interroger l'organisation du travail. Aujourd'hui l'implantation progressive et furtive de l'IA dans les organisations du travail pose la question de la démocratie au travail.

La CGT FAPT appelle les salariés du secteur à reprendre la main sur le sens et la finalité du travail en s'emparant du 28 Avril journée mondiale sur la santé et sécurité au travail.

Enfin, La CGT FAPT réaffirme que le 1^{er} Mai n'est pas un jour férié comme les autres. Il commémore les luttes pour les droits des travailleurs et des travailleuses, marqué notamment par des évènements tragiques, comme la fusillade de Fourmies en 1891.

Le 1^{er} Mai, est le seul jour férié obligatoirement chômé et rémunéré, cette journée unit internationalement les travailleurs avec leur organisations syndicales. Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement.

C'est le symbole d'un siècle d'histoire sociale et de conquêtes collectives.

Manifester le 1^{er} Mai c'est aussi porter la voix de la paix. Aujourd'hui en Ukraine, en Palestine, à Cuba, au Venezuela, au Liban, en Iran, et dans tant d'autres territoires, des peuples entiers subissent la guerre, la violence, allant jusqu'au génocide. Les violations du droit international se multiplient et les civils en paient le prix.



38^{ème} Congrès Fédéral



Conférence de presse/ Note d'Intention

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. : 01 48 18 54 00 - C.C.P. Paris 20376 D

Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr

Nous travailleuses et travailleurs, nous devons affirmer une autre voie : celle de la paix. Pas une paix imposée par les vainqueurs mais une paix imposée par la justice et le respect des peuples.

Les armes doivent se taire immédiatement et laisser la place à une solution diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre libre et en paix !

Tous les peuples sans exceptions - qui sont confrontés à une crise globale (climatique, économique, sociale ...) frappant d'abord les plus pauvres, les plus fragiles - n'ont rien à gagner à la guerre.

La priorité pour les peuples et l'avenir de l'humanité se nomme : paix, préservation de l'environnement, justice sociale, réalisation des droits humains, désarmement !
vitae aliquet.



38^{ème} Congrès Fédéral



Conférence de presse/ Note d'Intention